

Portrait statistique territorial

Le département de l'Ain

Les chiffres clés :

	Ain	Auvergne-Rhône-Alpes
Données socio-économiques :		
Population :	663 202	8 114 361
Evolution de la population (entre 2015 et 2021) :	+5,0%	+3,0%
Poids des moins de 30 ans parmi la population :	35%	35%
Population active (15-64 ans) :	323 537	3 818 895
Taux d'emploi parmi la population (15-64 ans) :	72%	68%
L'emploi salarié :		
Nombre de salariés (2024) :	157 873	2 502 963
Evolution en 2024 :	+0,2%	+0,6%
Les embauches :		
Embauches (plus d'un mois, hors intérim) en cumul sur 12 mois :	67 800	1 210 779
Evolution annuelle :	-4%	-3%
Les offres enregistrées :		
Offres en cumul sur 12 mois :	37 600	476 173
Evolution annuelle :	-3%	-14%
Part d'offres durables (plus de 6 mois) :	67%	63%
Difficultés de recrutement :		
Part de projets difficiles (BMO 2025) :	59%	57%
Taux de chômage :		
Taux de chômage (BIT) parmi la population active :	5,6%	6,5%
Les demandeurs d'emploi inscrits :		
DEFM ABC à fin juin 2025 :	44 088	605 499
Evolution annuelle :	+3,6%	+4%
Part ayant au moins un frein identifié :	32%	30%
Les entrées en formation :		
Tous types (cumul de mars 2024 à février 2025) :	7 279	102 871
Hors CPF autonome :	3 114	49 942
L'accès à l'emploi après formation :		
	72%	70%
Taux d'accès à l'emploi		
Taux d'accès à l'emploi à 6 mois, parmi DEFM AB de juin 2024 à décembre 2024 :	41%	40%
L'indemnisation :		
Part des demandeurs d'emploi indemnisés parmi la DEFM :	54%	52%
Montant d'indemnisation mensuel brut moyen :	1 478 €	1 370 €

Données socio-économiques :



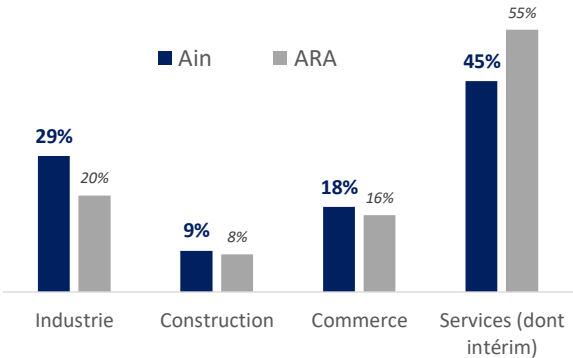
	Ain	Auvergne-Rhône-Alpes
Population totale	663 202	8 114 361
Evolution de la population entre 2015 et 2021	+5,0%	+3,0%
Contribution du solde migratoire à l'évolution de la population	+3,2%	+1,5%
Contribution du solde naturel à l'évolution de la population	+1,8%	+1,5%
Densité de population (hab / km²)	115	115
Poids des 60 ans et plus parmi la population	23%	25%
Poids des moins de 30 ans parmi la population	35%	35%
Poids des foyers concernés par une prestation CAF	42%	46%
Poids des ménages bénéficiaires d'aides au logement	13%	20%
Part de familles monoparentales	14%	15%
Revenu fiscal moyen par foyer	33 693 €	30 487 €
Taux de foyers imposés	49%	48%
Population active (15-64 ans)	323 537	3 818 895
Taux d'emploi parmi la population (15-64 ans)	72%	68%
Taux d'emploi parmi les jeunes (15-24 ans)	38%	34%
Taux d'emploi parmi les seniors (55-64 ans)	57%	55%
Taux d'emploi parmi les femmes	68%	65%

(sources : Insee 2021, CAF)

L'emploi salarié (champ Acoess*, 2024)



	Ain	Evol /a-1	Part (%)	Pour comparaison, part dans ARA
Industrie	45 343	-0%	29%	20%
Construction	13 793	-2%	9%	8%
Commerce	28 344	+1%	18%	16%
Services (dont intérim)	70 393	+1%	45%	55%
TOTAL	157 873	+0%	100%	100%



*Hors agriculture, administration publique, éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat ou des collectivités locales), santé non marchande et emploi par les ménages de salariés à domicile

Les 10 principales activités (en termes d'effectifs salariés, hors administration publique, éducation non marchande et santé non marchande) :

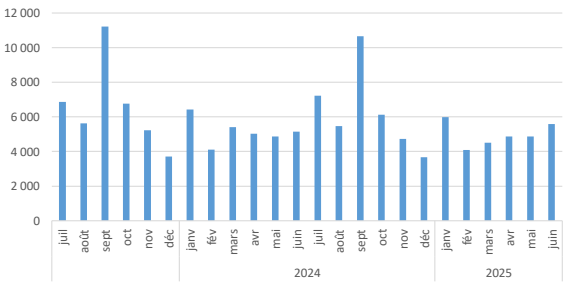
	Effectifs salariés 2024	%
Commerce, réparation d'automobiles	27 935	18%
Construction	14 086	9%
Activités de services administratifs et de soutien	11 872	8%
Transports et entreposage	11 496	7%
Action sociale et hébergement médico-social	11 134	7%
Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	8 735	6%
Hébergement et restauration	7 485	5%
Métallurgie et fabrication de produits métalliques	6 623	4%
Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	6 259	4%
Industries agro-alimentaires	4 749	3%

Les embauches (DPAE Hors intérim et hors CDD < 1 mois) (cumul de juillet 2024 à juin 2025)

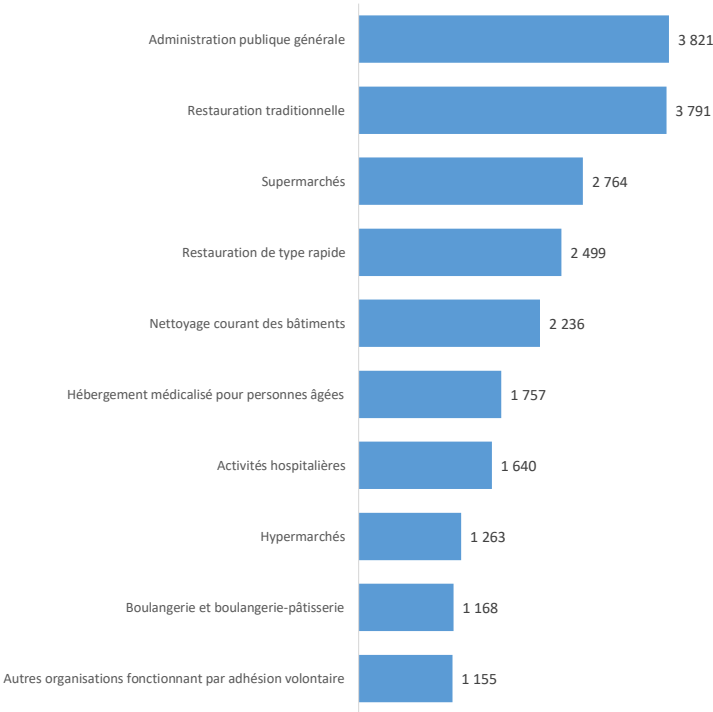
67 800
DPAE
(hors intérim et hors
CDD < 1 mois)

-4%
sur un an

DPAE par mois
(hors intérim et hors
CDD moins d'1 mois)



Les dix principaux secteurs recruteurs (hors intérim et hors CDD moins d'1 mois)



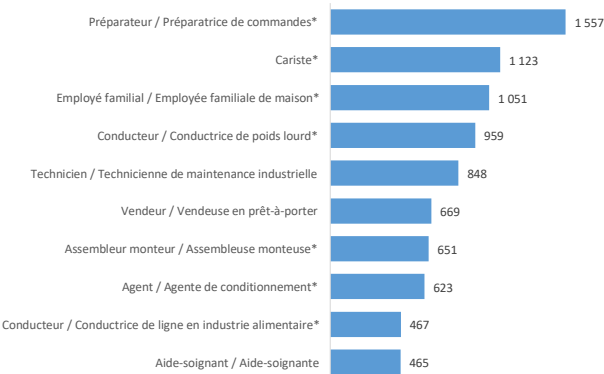
Les offres déposées à France Travail (cumul de juillet 2024 à juin 2025)

37 600
Offres
collectées

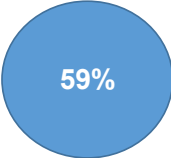
-3%
sur un an

67%
durables
(CDI ou CDD>6
mois)

Les dix métiers les plus recherchés par les employeurs :
(* : "métiers accessibles sans diplôme et sans expérience")



Les difficultés de recrutement et métiers en tension

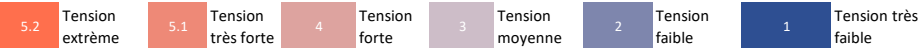


Part de projets de recrutement jugés difficiles à pourvoir par les employeurs, d'après l'enquête BMO 2025 (établissements interrogés en novembre 2024 sur leurs intentions d'embauche pour l'année 2025)
(contre 55% en ARA)

Liste des métiers les plus en tension en 2024, et indicateurs sur la cause des tensions

Code ROME	Libellé Métier	Emplois	Tension		Indicateurs complémentaires d'éclairage des causes potentielles de la tension						
					Intensité d'embauches	Lien formation- emploi	Manque de main-d'œuvre disponible	Non-durabilité de l'emploi	Conditions de travail contraignantes	Inadéquation géographique	inattractivité salariale
M1206	Chef comptable	582	10,2	5,2	5,2	5,2	1	1	5,1	4	
H1301	Inspecteur / Inspectrice de conformité	278	6,9	5,2	4	5,2	2	2	5,1	2	1
H2912	Régleur / Régleuse d'équipements industriels	430	5,5	5,2	5,2	5,2	1	4	5,1	3	2
H2403	Conducteur / Conductrice de machines de fabrication de produits textiles	116	4,5	5,2	4	5,2	4	5,1	5,2	2	5,2
H3402	Agent / Agente de traitement de surface	38	4,2	5,2	5,2	3	5,2	4	5,2	3	2
H1303	Technicien / Technicienne en Hygiène, Sécurité, Environnement industriel (HSE)	198	4,0	5,2	5,2	5,1	1	2	4	3	2
I1302	Technicien / Technicienne de maintenance d'installations automatisées	608	4,0	5,2	5,2	5,2	1	3	4	5,2	1
M1202	Expert-comptable / Experte-comptable	2 343	3,9	5,2	2	5,2	1	1	5,1	4	2
F1705	Poseur / Poseuse de canalisations	114	3,7	5,2	5,2	5,1	4	4	5,2	2	3
J1102	Médecin généraliste	561	3,7	5,2	5,1	5,2	4	2	3	5,2	1

1 nouvel indicateur de tension

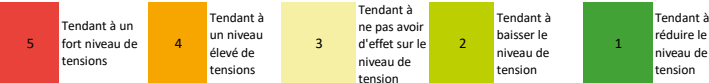


L'indicateur principal de tension est un indicateur composite. Il permet de fournir une échelle numérique de gradation des tensions par métier.

Cet indicateur regroupe trois composantes :
pour 50% - la part des projets de recrutements anticipés comme difficiles par les employeurs
pour 30% - le rapport entre le flux d'offres d'emploi en ligne (champ étendu au-delà des seules offres collectées par France Travail, avec offres scrappées par la DARES sur plusieurs autres sites) et le flux de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A (sans emploi, tenus de rechercher activement un emploi)
pour 20% - le taux d'écoulement de la demande d'emploi, qui mesure le taux de sortie des listes des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (sans emploi ou en activité réduite, tenus de rechercher activement un emploi)

ATTENTION !! L'analyse des tensions est considérée comme possible sur un territoire donné, lorsque la couverture des données est suffisante, en respectant 3 conditions cumulatives : l'indicateur est significatif seulement si le métier a au-moins 30 projets de recrutement, 30 offres en ligne et 30 DEFM A (10/10/10 au niveau bassin).

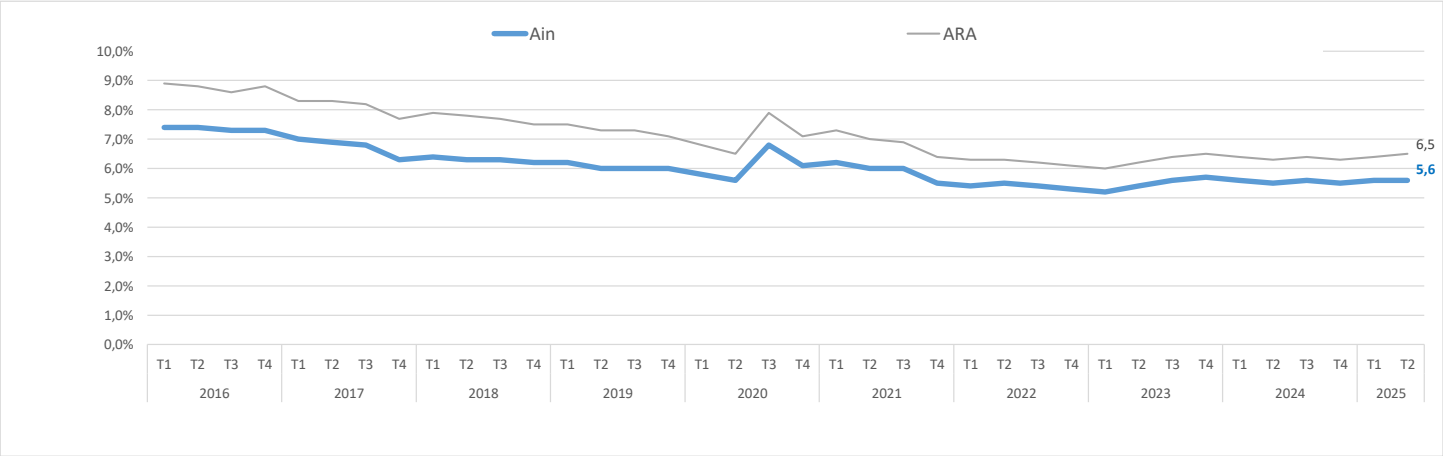
7 indicateurs complémentaires



Ils permettent d'éclairer les facteurs potentiels à l'origine des tensions, afin d'identifier la pluralité des situations selon les métiers et les territoires.

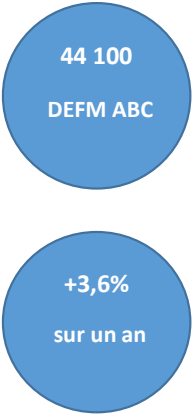
Le taux de chômage (%) au sens du BIT*

(à juin 2025 – Source INSEE)



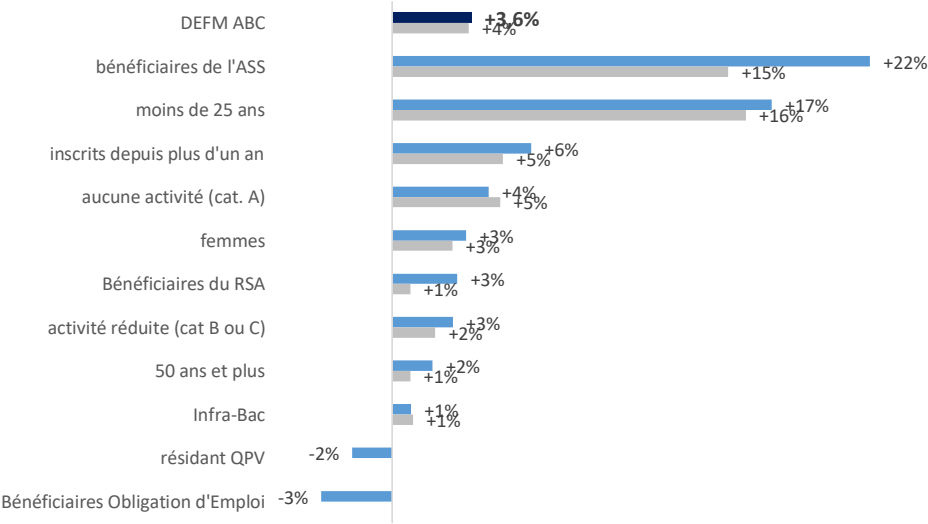
***RAPPEL :** Le taux de chômage n'est pas calculé à partir du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail.
Le taux de chômage donne la proportion de chômeurs (au sens du Bureau International du Travail - BIT) parmi la population active. Il est calculé trimestriellement par l'Insee, à partir de l'enquête Emploi. Il est déclinable jusqu'au niveau des zones d'emploi.
Le nombre de chômeurs (au sens du BIT) et le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) inscrits à France Travail ne coïncident pas : par exemple, un chômeur au sens du BIT non inscrit à France Travail n'est pas comptabilisé comme un demandeur d'emploi.
Les volumes de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail, communiqués mensuellement par France Travail, correspondent à l'exploitation de données administratives, consolidées nationalement.
De même, le découpage utilisé par l'INSEE pour restituer les taux de chômage ("zones d'emploi") est différent de celui utilisé par France Travail ("bassins d'emploi").

Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail (à fin juin 2025)

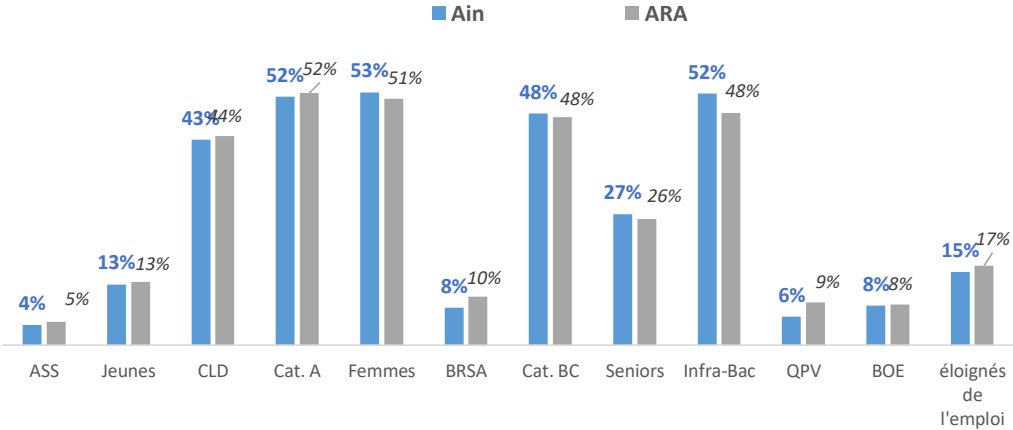


	Ain			Pour comparaison : ARA	
	juin-25	Poids dans demande d'emploi	Evol / a-1	Poids dans demande d'emploi	Evol / a-1
DEFM ABC	44 088	100%	+3,6%	100%	+4%
bénéficiaires de l'ASS	1 861	4%	+22%	5%	+15%
moins de 25 ans	5 576	13%	+17%	13%	+16%
inscrits depuis plus d'un an	18 875	43%	+6%	44%	+5%
aucune activité (cat. A)	22 825	52%	+4%	52%	+5%
femmes	23 225	53%	+3%	51%	+3%
Bénéficiaires du RSA	3 445	8%	+3%	10%	+1%
activité réduite (cat B ou C)	21 263	48%	+3%	48%	+2%
50 ans et plus	12 007	27%	+2%	26%	+1%
Infra-Bac	23 090	52%	+1%	48%	+1%
résidant QPV	2 616	6%	-2%	9%	+5%
Bénéficiaires Obligation d'Emploi	3 626	8%	-3%	8%	+1%
durablement éloignés de l'emploi	6 732	15%		17%	

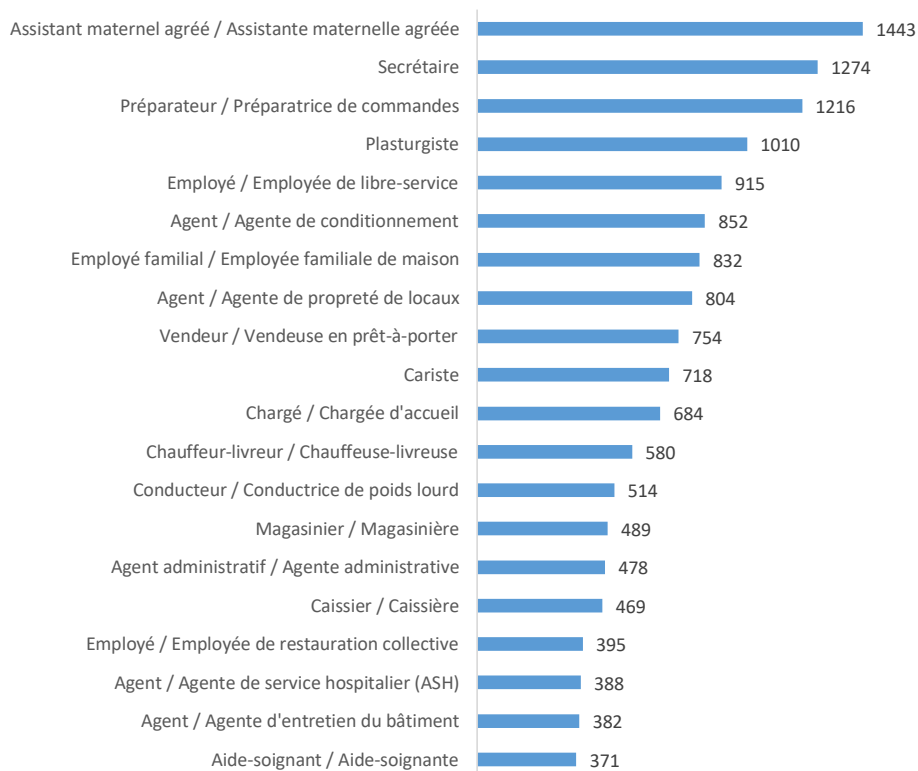
Evolution annuelle de la demande d'emploi, par typologie de public



Poids des publics spécifiques parmi la demande d'emploi



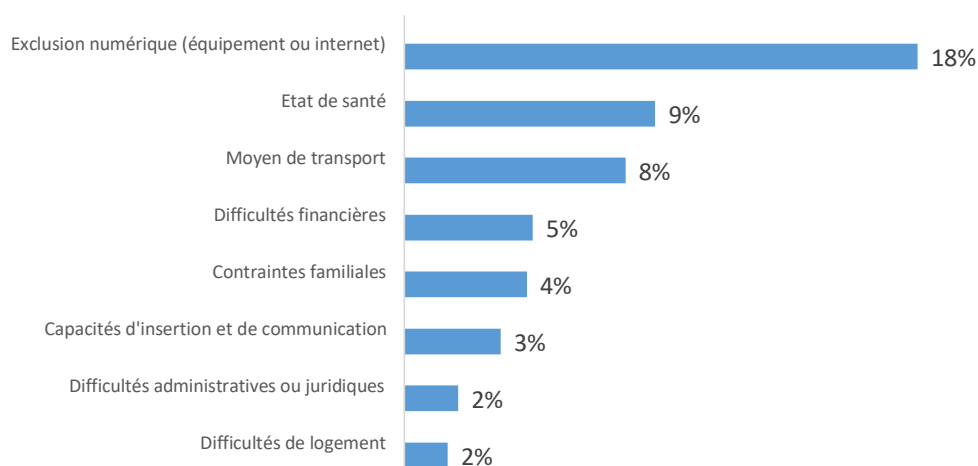
**Les 20 métiers les plus
recherchés par les
demandeurs d'emploi**



32%

des demandeurs d'emploi du département ont au moins un frein identifié

Part de demandeurs d'emploi qui présentent des freins périphériques, par type de freins :



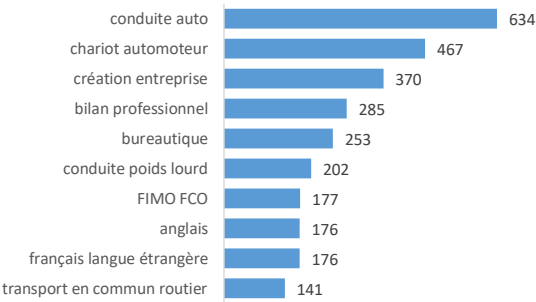
Les entrées en formation des demandeurs d'emploi

(cumul de juillet 2024 à juin 2025)

Par type de formation :	Entrées en formation	%	Pour compar., poids parmi les entrées en ARA
AFC	1 250	17%	16%
AFPR-POEI	754	10%	13%
AIF	108	1%	4%
POEC	123	2%	2%
CPF AUTONOME	4 165	57%	51%
Conseil Régional	409	6%	7%
AUTRES	470	6%	7%
TOTAL	7 279	100%	100%

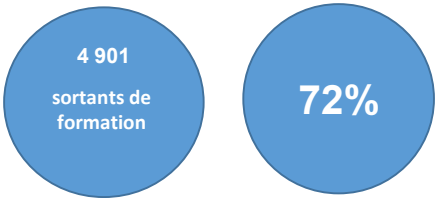
Par public :	Entrées en formation	%	Pour compar., poids du public dans la DEFM ABC
Moins de 25 ans	1 351	19%	13%
50 ans et plus	1 249	17%	27%
Bénéficiaires Obligation d'Emploi	600	8%	8%
Infra-Bac	3 641	50%	52%
Femmes	3 659	50%	53%
BRSA (payable)	497	7%	8%
résidant QPV	468	6%	6%

Top 10 des formacodes :	Entrées en formation	%
conduite auto	634	9%
chariot automoteur	467	6%
création entreprise	370	5%
bilan professionnel	285	4%
bureautique	253	3%
conduite poids lourd	202	3%
FIMO FCO	177	2%
anglais	176	2%
français langue étrangère	176	2%
transport en commun routier	141	2%

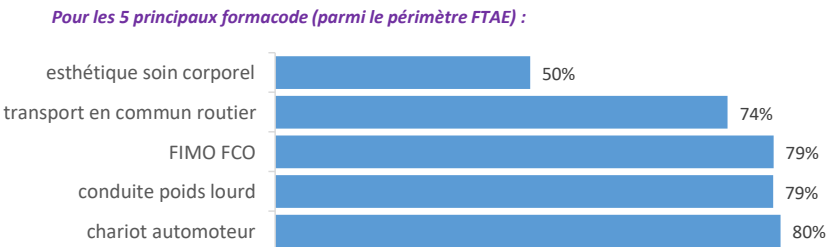
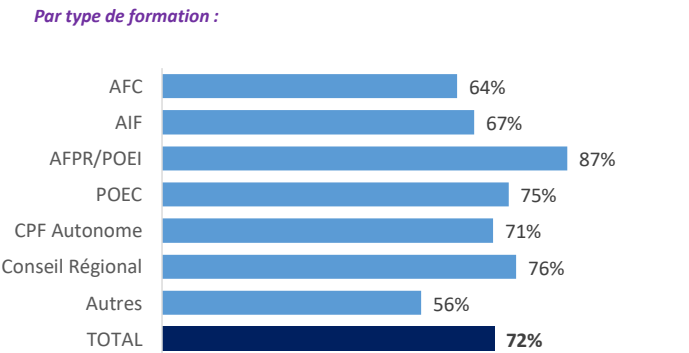


L'accès à l'emploi au cours des 6 mois qui suivent la formation

(parmi les sortants de formation de février 2024 à janvier 2025)



Accès à l'emploi au cours des 6 mois qui suivent la formation (contre 70% en ARA)



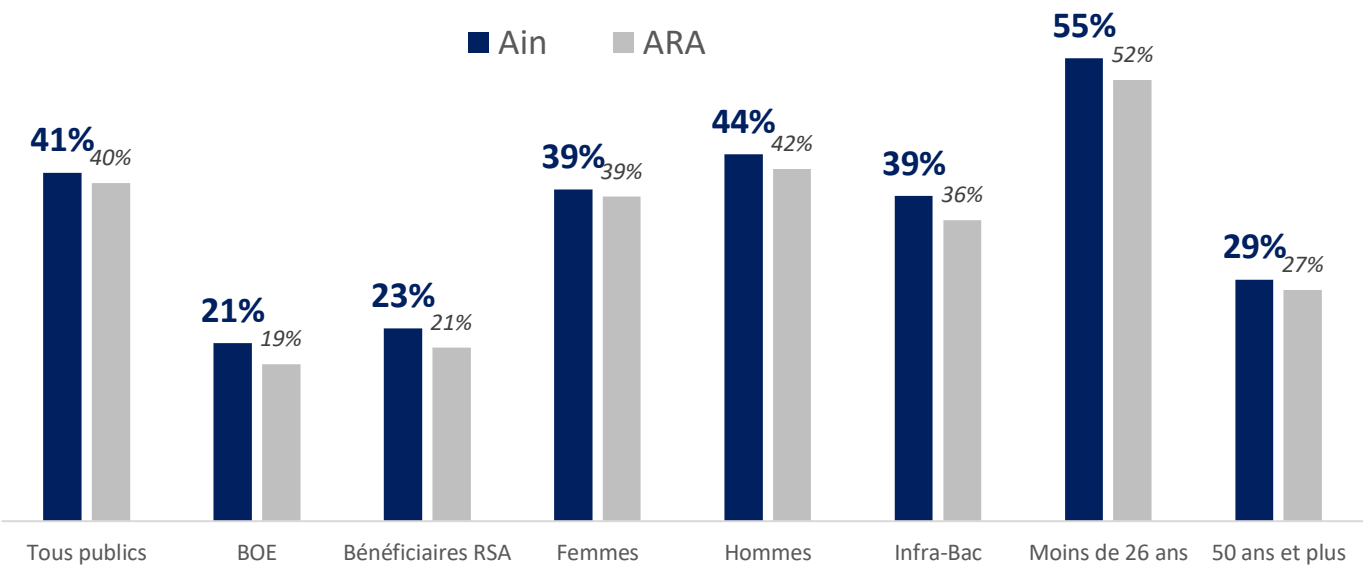
Le taux d'accès à l'emploi à 6 mois

(TAE, parmi DEFM AB de juin 2024 à décembre 2024)



Taux d'accès à l'emploi, calculé parmi les demandeurs d'emploi résidant sur le périmètre du département et inscrits en catégorie A ou B à la fin d'un mois compris entre juin 2024 et septembre 2024, au cours des six mois qui suivent le mois en question, pour des retours à l'emploi de plus d'un mois.

Taux d'accès à l'emploi à 6 mois



Cet indicateur mesure la part des demandeurs d'emploi en catégorie A ou B, ayant repris un emploi leur permettant de sortir de catégorie A ou B, dans les 6 mois suivants.

Pour chaque mois, l'ensemble des demandeurs d'emploi présents en catégorie A ou B est pris en compte, puis on observe la présence d'au moins un accès à l'emploi dans les 6 mois suivants.

Les accès pris en compte sont : présence d'au moins 78h de travail pendant 1 mois via les données DSN, passage en catégorie C, passage en catégorie E, passage en POEI, sortie des listes pour reprise d'emploi déclarée.

L'indemnisation

54%

Part des demandeurs
d'emploi indemnisés
parmi la DEFM

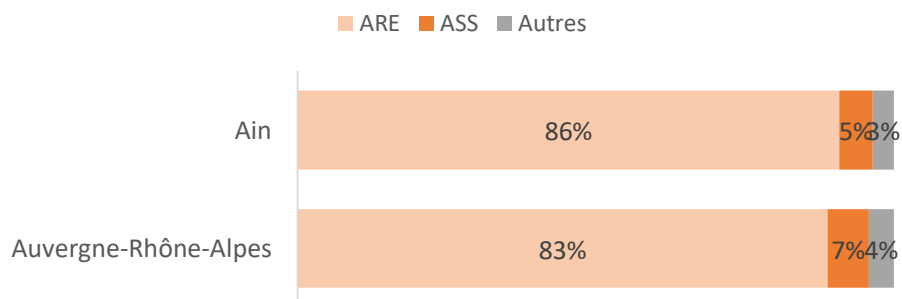
Part des demandeurs d'emploi indemnisés parmi la DEFM (décembre 2024) :



27 930

Nombre de
demandeurs
d'emploi indemnisés

Type d'allocations pour les demandeurs d'emploi indemnisés (décembre 2024) :



1 478 €

Montant
d'indemnisation
mensuel brut moyen

Montant d'indemnisation mensuel brut moyen (décembre 2024) :

